



Département de la
Seine-Maritime

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-217604479-20180330-M_DE180326_71-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/03/2018

Publication : 03/04/2018

Pour l'"autorité Compétente"
par délégation



Arrondissement du
HAVRE

D.2018.03/71

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 26 mars 2018

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	21
Nombre de Pouvoirs	12
Nombre de Votants	33

Extrait de la délibération affiché le **03 avril 2018**.

L'an deux mille dix-huit, le **26 mars** à **dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 16 mars, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Gilbert **FOURNIER**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Jean-Luc **GONFROY**, Emmanuel **DELINEAU**, Pascal **LEFEBVRE**, Alexandre **MORA**, Jean-Pierre **QUEMION**, Frédéric **PATROIS** (à partir de 18h50), Gérard **DELAHAYS**, Liliane **HIPPERT**, Frédéric **LE CAM**, Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Nada **AFIOUNI**, Jérôme **DUBOST**, Damien **GUILLARD**, Aurélien **LECACHEUR**, Gilles **LEBRETON**.

Excusés ayant donné pouvoir

Corinne **LEVILLAIN** donne pouvoir à Dominique **THINNES**
Virginie **LAMBERT** donne pouvoir à Emmanuel **DELINEAU**
Patricia **DUVAL** donne pouvoir à Daniel **FIDELIN**
Marie-Paule **DESHAYES** donne pouvoir à Nicole **LANGLOIS**
Estelle **FERRON** donne pouvoir à Jean-Luc **GONFROY**
Karine **LOUISET** donne pouvoir à Liliane **HIPPERT**
Marie-Christine **BASSET** donne pouvoir à Pascal **LEFEBVRE**
Sophie **CAPELLE** donne pouvoir à Gérard **DELAHAYS**
Stéphanie **ONFROY** donne pouvoir à Laurent **GILLE**
Juliette **LOZACH** donne pouvoir à Gilbert **FOURNIER**
Franck **DORAY** donne pouvoir à Jean-Pierre **QUEMION**
Gilles **BELLIÈRE** donne pouvoir à Fabienne **MALANDAIN**

Secrétaire de séance

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 26 mars 2018

2018.03/71

MARCHES PUBLICS - AILE SUD DE L'ABBAYE - DIAGNOSTIC SANITAIRE - MAITRISE D'ŒUVRE - LANCEMENT D'UNE PROCEDURE CONCURRENTIELLE AVEC NEGOCIATION - SIGNATURE - AUTORISATION

M. Dominique THINNES, Adjoint au Maire – L'Abbaye, classée Monument Historique, a été réhabilitée en 2000.

Un sinistre est survenu le 22 janvier 2018 dans l'aile sud de l'Abbaye, nécessitant l'évacuation du public présent lors d'un évènement municipal.

Un arrêté municipal de fermeture a été pris par le Maire en date du 23 janvier 2018.

À ce jour, le bâtiment est toujours fermé au public.

Après études et investigations par des sociétés spécialisées et l'établissement d'une note de la DRAC de Normandie du 30 janvier 2018, il a été observé les désordres suivants :

- Le sol du 1^{er} étage présente des affaissements divers. Sa structure béton est fissurée en de nombreuses places,
- Un sommiers bois de support présente un fléchissement important et une certaine souplesse.

Le 26 janvier 2018, des étalements au droit de ce sommier ont été mis en place.

Conformément à la note de la DRAC du 30 janvier 2018, il convient de mener des investigations techniques et structurelles afin de déterminer les causes exactes de ces désordres puis ensuite procéder à la réalisation des travaux de réhabilitation nécessaires.

Pour cela, une consultation en procédure concurrentielle avec négociation doit être organisée afin de désigner une équipe de maîtrise d'œuvre composée :

- D'un architecte mandataire répondant à l'article R621-28 du code du patrimoine et assurant l'OPC
- D'un bureau d'études techniques structure ayant les spécialités béton et bois
- D'un bureau d'études techniques tous corps d'état ayant notamment à minima les compétences :
 - Réseaux humides et sec (chauffage, courant fort, courant faible)
 - Structure béton et bois
 - Coordination SSI
- D'un économiste de la construction
- D'un dessinateur géomètre

La consultation, lancée en procédure restreinte, donnera lieu à un accord-cadre mono-attributaire, avec marchés subséquents, sans montant minimum ni montant maximum, suivant les missions détaillées ci-après :

Mission 1 : relevés et présentation de l'édifice :

- Relevés de l'édifice au format Autocad comportant au moins :
 - Plan général de l'édifice avec la représentation du mobilier et des natures de sol, des projections des ouvrages situés en plafond, une altimétrie relative,
 - Plan au niveau du RDC et de l'étage correspondant au plan général
 - Coupe transversale, y compris dessin de principe de la charpente et du plancher
 - Coupe longitudinale, y compris dessin de principe de la charpente et du plancher
 - Dessin des 4 élévations extérieures
- Description architecturale des ouvrages et décors
- Dossier photographique complet de l'état existant
- Etude documentaire
 - Recueil des connaissances historiques
 - Rappel des travaux anciens menés sur l'édifice
 - Identification des principales évolutions
 - Critique d'authenticité

•Synthèse

Mission 2 : Diagnostic sanitaire, projet de restauration et approche financière :

- Bilan sanitaire de l'ensemble de l'édifice
 - Maçonneries : zone de support des sommiers,
 - Planchers, sommiers, sols,
 - Mobiliers
 - Installations techniques du RDC et étage (courant fort et faible, installation SSI réseaux humides, plomberie, ventilation ...)
 - Dispositifs d'évacuation

Concernant les sommiers et sol, l'étude comportera les éléments suivants :

- Examen visuel des sols, réalisation des sondages nécessaires
 - Campagne photographique : vues générales et vues rapprochées, précisément localisées
 - Calculs et descentes de charges, état de portance du plancher
 - Description de l'état sanitaire et de la consistance des éléments existants
- Transcription sur les relevés précédemment établis avec identification des désordres et observations en plans, coupes et élévations
 - Analyse et rapport faisant apparaître l'origine présumée des pathologies et désordres observés

Le projet de restauration et son approche financière devront comporter les éléments suivants :

- Proposition et définition des protocoles d'interventions suivant une ou plusieurs solutions
- Présentation du projet sous forme graphique
- Estimation financière détaillée des travaux de réparation et/ou restauration et du coût d'opération
- Proposition d'un planning de travaux

Cette phase devra permettre d'identifier les désordres et de proposer un programme de restauration chiffré avec un phasage selon besoins et urgences sanitaires tout en étudiant l'éventualité d'une réouverture partielle de l'édifice en rez-de-chaussée.

Les matériaux mis en œuvre, le calcul de la portance des planchers et tous les travaux annexes devront être conformes à la réglementation ERP et le code de la construction.

Mission 3 : Mission de maîtrise d'œuvre pour les travaux de restauration :

Le maître d'œuvre devra avoir une mission de base comprenant :

- Les études d'avant-projet sommaire (APS),
- Les études d'avant-projet définitif (APD),
- Les études de projet (Pro et DCE),
- L'assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT),
- L'examen de la conformité du projet des études d'exécution réalisées par les entreprises et leur visa (VISA),
- Les études d'exécution complète,
- La direction de l'exécution du contrat de travaux (DET),
- L'ordonnancement, le pilotage et la coordination de chantier (OPC),
- L'assistance lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement,
- Elaboration des documents d'urbanisme et suivi de l'instruction.

Le contenu de chaque élément de missions est celui qui figure à l'article R 621-32 et suivants du code du Patrimoine.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code du Patrimoine ;

VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

VU le décret n° 2016-360 du 25 mars 2015 relatif aux marchés publics ;

CONSIDERANT

- Que des investigations techniques et structurelles doivent être menées afin de déterminer les causes exactes de ces désordres ;
- Que les missions de relevés et de présentation de l'édifice, de diagnostic sanitaire et de maîtrise d'œuvre doivent être réalisées ;
- Qu'il convient d'autoriser le lancement et la signature de l'accord-cadre mono-attributaire ;
- Qu'il convient d'autoriser en amont l'attribution et la signature des marchés subséquents ;

VU le rapport de Monsieur THINNES, Adjoint au Maire, chargé de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Marchés Publics et des Travaux Bâtiments ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- D'autoriser Monsieur le Maire à lancer la consultation sous la forme d'une procédure concurrentielle avec négociation ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à attribuer et signer l'accord-cadre mono-attributaire et les marchés subséquents qui en découleront ;

Imputation budgétaire

Exercice 2018

Budget principal

Opération : 1030

Sous-fonction et rubriques : 324

Nature et intitulé : 2313 immobilisations corporelles en cours - constructions

ADOPTÉE A L'UNANIMITE par le Conseil Municipal.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

Le Maire,


